

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

RIEUX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17. Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 29 NOVEMBRE 1885

L'INCERTITUDE

A mesure que les événements politiques surgissent, à chaque jour qui s'écoule nous voyons apparaître les difficultés formidables de ce régime opportuniste qui nous a valu déjà tant de misère et tant de ruines !

Malgré cette tendance trop commune qui pousse les hommes à s'habituer petit à petit aux situations les plus fâcheuses, les plus intolérables, nous pouvons mesurer la profondeur du gouffre où les opportunistes nous entraînent.

Nous pouvons calculer tous les vices de cette machine gouvernementale, si défectueuse et si mal équilibrée, qui tantôt est chauffée à toute vapeur, au risque d'éclater, et tantôt sans charbon ni mécanique, marche à l'aventure comme un navire désemparé.

Enfin, les citoyens les plus optimistes, qui ont bénévolement foi dans cette sottise que l'opportunisme est un gouvernement stable, ont une fois de plus l'occasion d'éclaircir leur lanterne, en considérant ce qui se passe à l'heure qu'il est.

Le ministère Brisson qui, s'il se tient encore debout en ce moment, est cependant condamné, va succomber. Une chiquenaude suffit pour le renverser, et personne n'est capable de dire quel cabinet nous aurons demain.

Le président de la République va déposer ses pouvoirs au mois de décembre, et on ne sait qu'elles surprises sortiront des votes du Congrès.

L'expédition du Tonkin, que les opportunistes ont entreprise malgré tous les conseils de la prudence, de la sagesse, de la prévoyance, cette expédition ruineuse qui a dévoré tant de millions, qui a coûté tant d'existences précieuses, eh bien ! les opportunistes, aujourd'hui, la désavouent !

Or, existe-t-il en Europe un seul Etat, une seule nation où le gouvernement offre un pareil caractère d'instabilité ? Quel est le gouvernement qui présente le spectacle d'un tel désarroi ? Où trouver à ce degré l'indécision, l'incohérence, l'abrutissement ?

Où voit-on autant d'incertitude du lendemain ? Et ce n'est pas seulement dans le domaine politique que nos gouvernants apportent la perturbation de leurs allures, de leurs projets fantasques, de leur personnel administratif constamment bouleversé et retourné.

C'est aussi dans l'industrie ! Pour que le commerce soit prospère, il faut qu'on soit sur un terrain solide ; il faut de la sécurité, de la confiance dans les institutions qui régissent un pays ; il faut des garanties sérieuses de stabilité.

Nous n'avons rien de tout cela chez nous, et c'est pourquoi l'industrie se lamente ; c'est pour cela que la misère s'accroît ; c'est pour cela qu'à l'approche du jour de l'an, à cette époque où d'ordinaire une activité nouvelle anime le monde des affaires, nous voyons, cette année, l'accalmie et la désolation.

Lors donc qu'on parle de stabilité et de sécurité, nous n'avons pas à nous tromper sur le sons de cette plaisanterie amère. Cela veut dire ; la permanence du gâchis, la certitude du déficit, l'assurance du lapin qui saurait à quelle sauce il doit être mangé.

Car, présentement, une seule chose est stable, c'est notre instabilité.

NOUVELLES DU JOUR

Conseil des ministres Paris, 28 novembre. — Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Grévy.

M. Brisson a rendu compte de l'entrevue qu'il avait eue, ainsi que ses collègues de la guerre, de la marine et des affaires étrangères, avec la commission parlementaire du Tonkin.

Le conseil a décidé d'autoriser MM. Patenôtre, Ristelhuber et Lemaire d'une part, et le général Brice de l'autre, à aller déposer devant la commission, conformément à la demande que celle-ci a faite hier.

M. Allain-Targé a soumis à la signature du président de la République un mouvement préfectoral qui nous allons connaître plus loin.

Sur la proposition du ministre des finances, des décrets ont été signés aux termes desquels M. Hé-

rault, ancien député, ancien sous-secrétaire d'Etat des finances, est nommé conseiller-maire à la cour des comptes.

M. Laurens, ancien préfet de Seine-et-Oise, nommé préfet de la Haute-Garonne et non acceptant, est nommé trésorier payeur général de la Dordogne. Le titulaire de cette trésorerie est nommé trésorier général de l'Etat.

Le conseil s'est ensuite occupé de la demande présentée par l'Association internationale de Gony en vue d'être autorisée à émettre une loterie de vingt millions, conformément aux engagements pris à son égard par le précédent ministre.

Le conseil a reconnu que les termes de cet engagement ne lui permettaient pas d'opposer un refus à la demande de l'Association internationale.

Campagne menée contre la réélection de M. J. Grévy

Nous lisons dans la Liberté : « On se rappelle tout ce qui a été dit naguère d'une campagne obscure, menée dans les couloirs parlementaires, contre la réélection de M. Grévy à la présidence de la République. Nous avonades raisons de croire que les meneurs de cette campagne n'ont pas renoncé à leurs desseins et qu'ils les poursuivent avec une nouvelle énergie ; mais rien n'annonce qu'ils aient chance de réussir. »

Mouvement préfectoral

Paris, 28 novembre. — Le mouvement préfectoral dont nous avons parlé, a été soumis ce matin à la signature de M. Grévy. Il porte sur 22 préfets.

M. Allain-Targé, préfet de la Sarthe, est nommé préfet de l'Aisne, en remplacement de M. Sibille.

Les élections de la Seine

La France publie sa liste de candidats pour les élections du 13 décembre. Ces candidats sont : MM. Hervé-Maugon, ancien ministre de l'agriculture ; Emile Levé, ancien conseiller municipal de Paris ; Maillard, président du conseil municipal ; Millerand, conseiller municipal ; A. Poirrier, manufacturier à Saint-Denis, vice-président de la Chambre de commerce de la Seine ; Ranc, ancien député.

Les candidats du parti ouvrier, que publie le Cri du Peuple, sont les citoyens Joffrin, ouvrier mécanicien ; Alleman, ouvrier typographe ; Blondeau, ouvrier chapelier ; Constant, employé de commerce ; Périn, ouvrier sculpteur ; St-Martin, ouvrier forgeron. Le Nouveau également sa liste qui comprend : MM. Ribot, ancien député ; de Brazza, explorateur africain ; Hervé-Maugon ; Michard, président du Tribunal de commerce ; Héliard, ancien président des chambres syndicales ; Poirrier, membre de la Chambre de commerce.

Mort de M. Kuehn chef de la sûreté à Paris

M. Kuehn, chef de la sûreté, est mort subitement, dans son bureau, ce matin à dix heures quinze. Le décès a été constaté par un des médecins du Palais-de-Justice qui n'a pu se prononcer de suite sur ses causes, l'attribuant, à première vue, à la rupture d'un anévrysme. Louis-Alois Kuehn était né en 1834, dans le département du Haut-Rhin.

La mort a dû surprendre le chef de la sûreté sans qu'il lui fut possible de faire un mouvement pour appeler, car de sa main droite il tenait son journal et le cordon vert de la sonnette qui pend sur son bureau, n'était pas à plus de 20 centimètres de sa main.

L'impératrice Eugénie, dont la santé est ébranlée, va quitter Farmborough pour se conformer aux prescriptions des médecins et ira passer la plus grande partie de l'hiver à Hyères.

Un congrès à Biarritz

Le 1er octobre prochain se tiendra à Biarritz, le premier congrès de climatologie et d'hygiène qui se soit organisé non seulement en France, mais encore à l'étranger.

Les élections anglaises

Londres, 28 novembre. — Voici les résultats connus à 3 heures : Libéraux, 145 ; conservateurs, 141, nationalistes irlandais, 19.

M. Gladstone a été élu dans le Midlothian avec une majorité de 4,631 voix. Le marquis de Hartington a été également élu dans la division de Rossendale (Lancashire, avec une forte majorité. Les conservateurs ont gagné les sièges de Scarborough et Wednesbury. Sept libéraux ont été élus à Glasgow.

Un duel

Clermont-Ferrand, 28 novembre. — A la suite d'un démenti donné par M. Bonnet, rédacteur du Petit Clermontois à M. Desrozières, conseiller général, un duel a eu lieu à Gravanches. M. Brunet a été légèrement blessé au bras.

M. de Bismarck et les missionnaires français

Berlin, 28 novembre. — A la séance du Reichstag, M. le prince de Bismarck, répondant à M. Winthorst, a dit qu'en raison de l'état des esprits en France vis-à-vis de l'Allemagne, on ne peut pas permettre aux missionnaires jésuites français de pénétrer dans les pays soumis à un protectorat allemand.

Le téléphone à grande distance

Une note publiée aujourd'hui au Journal officiel annonce qu'une communication téléphonique vient d'être constituée par les soins du ministère des postes et des télégraphes entre Paris et Reims.

LE MASQUE DE LA NEUTRALITÉ

A bas le masque de la Neutralité ! vient d'être arraché à Gand, s'il faut en croire la Reforme. Voici ce qu'on lui écrit de cette ville, le 28 novembre :

La société Avenir, d'accord avec les libéraux de Saint-Amand, un des faubourgs de Gand, y fait construire en ce moment un vaste local qui servira pour une école primaire de garçons et de filles et pour une école gardienne. L'enseignement y sera franchement

anticlérical ; plus de prêtres, plus de catéchisme dans l'école ; c'est une des conditions formelles que l'Avenir a mises à ses subsides.

L'Avenir est une société maçonnique dont la Loge... le Septentrion et le chapitre... la Liberté de Gand tiennent les ficelles.

Nous n'en félicitons pas moins les libéraux gantois de leur initiative.

Il est à souhaiter que les adversaires de l'enseignement religieux fassent la même tentative partout où ils imposent aux populations catholiques des écoles communales dont elles-ci ne veulent pas.

Que les libres-penseurs fassent ce que font les catholiques français et les catholiques belges. Qu'ils créent de leurs deniers un enseignement libre... et franchement anticlérical.

Ah ! l'Etat au lieu de donner l'enseignement, ce qui est absurde, exerce seulement sur lui un droit de surveillance, le subventionne, les écoles au prorata du nombre d'élèves — ce qui sera la justice ; chacun pourra choisir pour ses enfants l'école de son choix, la concurrence élèvera le niveau des études et nous aurons enfin cette fameuse liberté d'enseignement qu'on nous promet depuis 1789 et surtout depuis 1830, mais qu'on ne nous donne jamais.

Nous attendons qu'un journal opportuniste ou qu'un journal radical veuille bien défendre avec nous cette réforme si libérale.

LE GOUVERNEMENT ET LES CRIEURS DE JOURNAUX

Ce n'est pas une question que M. de Gavardie aurait dû manifester l'intention d'adresser à M. le ministre de l'Intérieur sur les crieurs de journaux, c'est une belle et bonne proposition de loi qu'il aurait dû à ce sujet déposer sur le bureau de la Chambre. Tout le résultat de cette fessée manœuvre de l'honorable sénateur des Landes a été de fournir à M. Allain-Targé le prétexte qu'il cherchait pour décliner toute question sur ce point, en s'abritant derrière l'arrêt de cassation rendu il y a quelques jours, et d'après lequel la loi du 29 juillet 1881 laisserait toute liberté aux crieurs de journaux d'annoncer comme il leur convient les feuilles qu'ils offrent au public.

Après cette décision de la Cour suprême, il n'y a plus évidemment qu'à amener une législation dont tout le monde reconnaît les effets scandaleux.

Mais si nous croyons que M. de Gavardie s'est placé sur un mauvais terrain en usant purement et simplement au droit de poser une question au Gouvernement, nous ne pensons pas cependant que celui-ci ait eu raison de refuser péremptoirement de lui répondre. Si, en effet, depuis l'arrêt prononcé par la cour de cassation, les agents du ministère de l'Intérieur, et en particulier le préfet de police, sont désarmés contre les hardieses et les obscénités des crieurs publics, il ne s'ensuit nullement qu'il y ait, de ce chef, aucune explication à réclamer du ministère. Loin de là ! C'est précisément le cas de lui demander ce qu'il compte faire en présence de cette jurisprudence, et il nous semble que lui-même devrait être autant que personne, désireux de s'expliquer à ce sujet.

Il y a de l'honneur de la République et des républicains.

La presse d'opposition, en effet, n'a pas été la seule à s'élever contre le scandale de ces aboyeurs qui, « dans leurs cris », font plus que « braver l'honnêteté ». La presse républicaine s'est rencontrée avec la presse conservatrice sur ce point. Le Gouvernement lui-même n'a pas caché, il y a quelque temps, qu'un tel état de chose ne peut subsister ; certaines tentatives même ont été faites de sa part, lorsque M. Ombèscaube occupait la préfecture de police, pour donner satisfaction à la juste indignation des honnêtes gens et défendre la morale publique contre de pareilles atteintes.

Ni la République ni le gouvernement républicain ne sauraient donc se désintéresser de la question.

Elle subsiste plus pressante que jamais, et sa solution s'impose au ministère comme à la Chambre.

Refuser de répondre à M. de Gavardie, comme l'a fait M. Allain-Targé, est une échappatoire qui ne saurait mener loin le ministère, et qui trahit seulement le peu de virilité de ses résolutions.

LE TONKIN

C'était prévu ! mais ce n'est pas moins instructif. Les radicaux révélant à rétrospective au sujet de l'évacuation immédiate du Tonkin, leurs organes s'empresment de déclarer : « que jamais leurs amis n'ont été partisans de l'abandon du Tonkin. Ce sont les réactionnaires, ajoutent-ils, qui ont accédé à cette opinion en faisant entrer, par leurs votes, dans la commission des 34, 26 membres partisans de l'évacuation. Que l'évacuation se fasse et vous entendrez crier à l'ignominie et à la lâcheté de la République. »

Port heureusement, ces accusations ne donnent pas lieu à une discussion. On s'appelle les discours de MM. Clémenceau, Camille Pelletan, Aohard et tutti quanti, pendant la campagne électorale ; on n'a pas oublié les programmes radicaux, socialistes, intrinsèques et lesquels se sont faites les élections de la Seine et de tous les départements ou les listes patronées par la coalition radicale l'ont emporté ; on n'a pas oublié non plus ce qui s'est passé au sein des précédentes réunions plénières de M. Lockroy, et l'on ne s'étonne que d'une chose, c'est de l'imprudence avec laquelle les ministères en perspective préparent leur évolution.

Maintenant qu'il est annoncé que l'évacuation immédiate et inévitabile avec l'avènement d'un nouveau Cabinet, quel qu'il soit, ils reprennent cette plate-forme en la mettant sur le compte de la droite. Et vous verrez qu'il en sera de même pour toutes les autres revendications, chaque fois qu'elle pourront gêner leurs visées ambitieuses ou leurs intérêts particuliers ; mais c'est assez s'occuper de cet incident de polémique qui ne saurait, aujourd'hui, en imposer à personne, tant on est édifié sur les véritables mobiles des faits et gestes de nos modernes révolutionnaires.

Evénements d'Espagne

Déclaration de M. Sagasta

Madrid, 28 novembre. — Le gouvernement va appeler sous les drapeaux 100,000 hommes de la réserve.

Les garnisons en Catalogne et en Castille seront renforcées.

On signale une certaine agitation dans les provinces du Nord.

M. Sagasta a déclaré qu'il pouvait compter sur toutes les fractions du parti libéral et même sur les conservateurs ; mais il ne se dissimule pas la gravité de la situation.

La proclamation de la Reine

Madrid, 28 novembre. — Le premier embarras du cabinet Sagasta réside dans la proclamation que la Reine doit adresser à la nation pour annoncer l'avènement de sa fille au trône.

L'enfant dont elle attend la délivrance pourrait être du sexe masculin, et la princesse Mercédès, au dire de nombreux juriconsultes, ne peut être déclarée Reine avant la naissance de l'enfant auquel la couronne reviendrait si c'était un garçon.

Une entrevue avec don Carlos

Le Temps a reçu de son correspondant de Venise le récit d'une entrevue que celui-ci a eue avec don Carlos. En voici le passage principal :

« J'ai demandé à don Carlos quelle attitude elle prenait après les derniers événements d'Espagne. »

« Don Carlos. — Je ne sais pas exactement ce qui peut arriver maintenant à Madrid ; mais je ne pense pas que la régence puisse maintenir longtemps la tranquillité dans les conditions actuelles. »

« Les républicains saisissent certainement l'occasion de tenter un mouvement. Quant à moi, je me suis imposé un rôle : celui d'intervenir seulement pour appeler l'ordre et mettre un terme à une anarchie. »

« Je représente désormais en Espagne le principe monarchique vital, seul en mesure de s'imposer aux troubles d'ordre. En allant en Espagne au moment où je grouperai certainement tous ceux qui veulent la sécurité dans la monarchie et qui comprennent la faiblesse de tout autre expédient. C'est un devoir de remplir pour moi ; car, avec le programme d'ordre et de conservation, je crois sauver mon pays d'immenses malheurs. »

« Demande. — Mais, en tout cas, il faudrait recourir aux armes. »

« Don Carlos. — Malheureusement ; mais il s'agit seulement de le faire autant qu'il fut nécessaire d'obtenir une véritable pacification générale. Je n'aime pas la guerre civile ; mais je la ferais si je la voyais nécessaire pour assurer le salut de l'Espagne. »

« Demande. — Si pourtant la régence pouvait maintenir l'ordre et assurer le développement du pays ? »

« Don Carlos. — Cette éventualité me paraît bien étrange, connaissant les conditions des partis et l'audace des républicains. Pourtant, je le répète, je ne ferai pas acte d'hostilité dans un simple but d'intérêt personnel. Mon droit est intangible ; mais je le ferai valoir seulement dans l'intérêt général. »

« Demande. — Le parti carliste est-il solidement organisé ? »

« Don Carlos. — Je n'ai pas d'organisation spéciale. Les anciens amis sont toujours en rapport avec moi, mais ils n'ont aucune situation politique comme parti, car le serment de fidélité, qui était obligatoire, les aurait empêchés de représenter librement mon principe. »

« Malgré les assertions des journaux, je n'ai jamais fait de proposition venant à l'Alfonso de ne rien faire contre lui. J'ai pu seulement dire la force, et ce sera par conséquent entièrement libre. Je sais pouvoir compter sur le peuple et sur la grande masse, qui préférera toujours la monarchie conservatrice à l'anarchie. »

« Je conjure mes amis de rester tranquilles, attendant que le moment de l'action puisse devenir possible, et que le gouvernement, pour justifier les mesures de répression, fasse preuve de soi-disant mouvements carlistes auxquels des impatients illusions pourraient se laisser aller ; mais j'espère pouvoir les éviter. »

« Demande. — Lancez-vous une proclamation ? »

« Don Carlos. — Je n'ai encore rien décidé. Pourtant mes amis connaissent mes idées par mes actes et mes proclamations depuis 1838, et je suis heureux que l'Europe sache, par votre entremise, que je serai toujours un élément d'ordre. »

« Demande. — Votre cause peut-elle compter sur l'appui de quelques puissances ? »

« Don Carlos. — Je ne vois rien que de mon droit et de mon pays. Je crois que les puissances ne feront pas de difficultés pour reconnaître les faits accomplis. »

« Demande. — Mais pour faire triompher le principe monarchique on pourrait y aider matériellement ? »

« Don Carlos. — Je sais bien ; ce sont les moyens qu'on nous manque toujours. Mais nous avons fait de miracles avec les bras de nos fidèles ; l'enthousiasme du peuple nous en fera encore faire d'autres. »

Quatre divisions serbes étaient engagées. Les Bulgares avaient massé, de leur côté, la plus grande partie de leurs forces.

Les Serbes, après une vive canonnade, ont évacué les positions qu'ils occupaient à gauche de Pirot, mais sur la droite le combat dure encore.

Au centre, les Bulgares ont chargé contre une batterie serbe. En ce moment, l'armée bulgare gagne beaucoup de terrain dans la direction de Nisch.

Une explosion a eu lieu hier dans la ville de Pirot. On ignore si c'est un magasin de munitions ou une mine de dynamite qui a sauté.

Une nouvelle explosion s'est produite aujourd'hui à Pirot. On craint que la ville ne soit minée.

Bucharest, 28 novembre. — On parle assez sérieusement d'une action militaire parallèle de la Russie et de l'Autriche dans les Balkans.

Cette action, faite d'accord entre les deux puissances, aurait pour but de mettre fin à la guerre actuelle.

Belgrade, 28 novembre, 12 h. 10. — Les Bulgares ont été repoussés de Pirot, ils ont éprouvé de grandes pertes.

Les bruits d'abdication du roi de Serbie sont absolument démentis.

LE COMBAT D'ANDAMPY

(Suite. — Voir le n° du 27 novembre.)

Les choses risquaient de s'éterniser. Il fallait en finir. La position ennemie, examinée de près, avait été jugée insupportable de front et par sa droite l'accès fortement raviné nous séparait des Hovas, et les pentes de leur côté étaient abruptes et semblables à des remparts.

Mais, à gauche, le terrain présentait moins de difficultés. En venant, le commandant y avait remarqué des endroits favorables soit pour attaquer soit pour protéger sa retraite s'il était forcé de lâcher prise. L'hésitation n'était pas permise et la petite troupe franco-sakalave, avec une lenteur calculée et un sang-froid admirable, défila par fractions devant le front hova, non sans lui décocher quelques feux bien réglés.

Ce mouvement trompa-t-il l'ennemi ? Crut-il à notre retraite ? Cela semble certain. Si bien dressé et si habilement commandé qu'il fut, il ne comprit pas la cause de notre déplacement.

Tout à coup des cris formidables, des hurras s'élevèrent de la colline d'Andampy ; les rangs ennemis se rompent ; les miramilas quittent leur position en désordre ; ils descendent tumultueusement des hauteurs pour se jeter sur les nôtres. Impossible de désirer plus et de souhaiter mieux.

Le commandant Pennequin arrête sa colonne et forme le carré un peu au-dessus d'un col, sur des pentes raides, près de la lisière d'un bois qui lui permettait de voir sans être vu. Nos soldats ont baïonnette au canon ; ils se couchent dans la brousse ; le plus grand silence est observé ; pas un mouvement, pas un bruit. Ils sont là comme s'ils n'étaient pas et attendant, Ordre est donné de ne tirer que sur commandement ou à tout portant.

Les Hovas s'étaient rassemblés dans les bas-fonds et grouillaient en véritable fourmilière. Ils lançaient d'immenses clameurs ; ils proféraient de terribles menaces : Sambory venona ! Sambory venona ! les cris des chefs essayent en vain de dominer le vacarme.

Ils s'ébranlent, ils nous cherchent. Un bande vient, sans s'en douter, heurter la première face du carré. Ils ne le voient qu'à une dizaine de mètres. — Peuf ! ordonne le commandant. Vingt Hovas sont abattus ; les autres reculent. Puis les cris recommencent, cris de rage, cette fois. Ils ont été frappés sans nous distinguer. Ils se concertent. Où sont donc les Français ? Où sont donc les Français ? répètent-ils en furcur.

Une deuxième bande se jette sur la face de droite. On les tue à quelques mètres. Ils tombent comme lâches.

Une autre attaque est dirigée sur la gauche. Elle s'abat tout à l'acrotère le nombre de leurs morts.

Les Sakalaves et nos troupiers montrent un calme surprenant ; au commandement, ils se dressent et s'agenouillent pour tirer une ou deux cartouches, puis s'accroupissent, puis plus rien, silence absolu. Les officiers observent.

Et c'est précisément ce feu soudain, inattendu, terrible, suivi de cette disparition, de ce silence, qui impressionne les Hovas. En gens superstitieux ils voient là une force inconnue, insaisissable, surhumaine, et l'effroi les gagne.

Cependant ils tiennent un dernier effort ; une poussée générale se produit. Les tambours résonnent ; les appels des chefs se multiplient. On entend leurs paroles que traduisent nos Sakalaves ; ils veulent toujours envelopper les nôtres... mais ils sont vite découragés. De quelque côté qu'ils viennent, ils rencontrent la mort.

Alors tous se taisent. Puis un bruit sourd, pareil à celui de la galopade hôtaine d'un troupeau de bœufs affolés passant en tourbillon à travers la brousse, monte aux oreilles de nos soldats. C'est la panique qui entraîne la masse hova.

Le commandant, accompagné de quelques hommes, descend dans le col. Il aperçoit les miramilas se livrant à une course éperdue. Rien ne saurait les arrêter ; ils franchissent le ravin, sautent par dessus les obstacles, écartent les taillis, escaladent les collines ; quelques feux accélèrent leur déroute. Une section postée sur un mamelon chasse les derniers fuyards qui, dans leur étourdissement abandonnent des blessés. Cinq minutes plus tard tout avait disparu.

Nos soldats parcoururent alors le petit champ de bataille ; quarante-huit cadavres ennemis jonchaient le sol autour de l'étroit espace occupé naguère par le carré.

Ces snocés nous coûtent un mort et quatorze blessés, dans la première phase de l'action, un sergent tué, trois soldats français et quatre Sakalaves.

Le lieutenant Valente eut le bras et l'avant-bras droits traversés par la même balle. Dans la deuxième phase il eut trois soldats français et deux Sakalaves blessés. Le commandant, à la première attaque sur le carré, fut atteint à la hanche d'un projectile tiré à bout portant par un Hova qui marchait en tête, et qui, surpris de voir nos soldats surgir devant lui, lâcha son coup sans viser. Il n'eut pas le temps de revenir de son étonnement ; il tomba foudroyé.

Il ne fallait pas songer à pourchasser l'ennemi.

Le combat avait duré près de quatre heures ; nos hommes étaient harassés et trop peu nombreux ; les munitions manquaient. En outre, il était nécessaire de rallier le convoi, que, sans raison, les porteurs avaient lâchement abandonné. Le commandant avait eu la judicieuse précaution d'achever ce convoi et les blessés, avant de commencer le mouvement sur la gauche ennemie, vers la rivière de Jangoa, où stationnait un bœuf chargé de provisions. En chemin, les porteurs épuisés avaient laissé le sergent tué, et les Hovas, passant par là, pour venir attaquer le carré, avaient découvert le cadavre et lui avaient coupé la tête, les mains, etc. Les blessés arrivèrent calmement à Jangoa, mais l'un d'eux, un Sakalave, se noya en traversant le gué.

Néanmoins, le commandant, pour se garer de tout retour offensif, fit suivre l'ennemi par des patrouilles. Les Hovas s'étaient jetés dans les montagnes par des chemins impraticables, avaient décrit autour de Jangoa, un vaste demi-cercle et repris la route d'Ankaramy. Des cadavres jonchaient leur itinéraire. Des blessés se traînaient péniblement ou gisaient inertes. Les patrouilles Sakalaves les achevèrent. Ils se vengeaient. Cela répugnait à nos moeurs ; mais peut-on demander à ces peuplades barbares de penser, de sentir comme nous ? Pour ce, la guerre est la destruction, et ils sont logiques jusqu'à bout en ne faisant aucun quartier.

La petite colonne passa la nuit à Jangoa. Là, on recueillit d'importants renseignements. Des fugitifs arrivaient de tous côtés. Les Hovas en déroute semaient encore une folle terreur sur leur chemin.

Un Indien se présenta au commandant. Il prétendait avoir été fait prisonnier par l'ennemi et avoir dû son salut au chef hova, qu'il connaissait particulièrement. Cet Indien nous a tout l'air d'un espion et le commandant s'en est certainement méfié.

Les Hovas, auxquels la garnison d'Ambohimainy avait eu affaire, descendaient de Tanarive au nombre de deux mille. Une moitié était armée de Sniders et bien exercée ; l'autre portait seulement d'anciens fusils et commençait à manoeuvrer. A leur tête était placé titulairement, officieusement, Andriantsiava, l'ex-commandant d'Ambohimainy, mais leur vrai chef était un Anglais, le colonel Servington.

On ramassa sur les positions ennemies les indices irrécusables de la présence d'un Européen : un morceau de journal anglais, des pommes de terre, du beurre, etc. On voit que si, dans la circonstance, le colonel avait perdu la partie, il avait du moins gardé l'appât.

C'était d'après le signalement donné par l'Indien un homme petit de taille, à la barbe entrecroisée et grisonnante. Il était muni d'un appareil photographique avec lequel il cliquait le champ de bataille. Ses procédés ont-ils été aussi instantanés pour lui permettre d'obtenir une épreuve bien nette de la débâcle des Hovas.

Du rapprochement du combat victorieux d'Andampy, qui fait un si grand honneur au brave commandant Pennequin, et de l'échec de Sahamamy essuyé le 10 septembre dernier, non loin de Tananarive, par la colonne de l'amiral Mitton, on peut tirer d'utiles enseignements et une appréciation exacte des troupes hovas. Ce rapprochement je l'ai entendu établir par des hommes compétents et j'en veux donner la substance. Il n'arrivera pas trop tard. Mais ne faisons rien à Madagascar et, pendant l'hiver qui commence et s'apprette à sévir, nous allons nous immobiliser tout à fait. Il faut donc profiter du peu qui s'y passe non seulement pour éclaircir l'opinion, mais encore pour en déduire des indications précises et utilisables au moment où l'on se décidera à agir et à agir complètement.